



Y AURA -T-IL DE L'EAU CET ÉTÉ ?

Un film de
Sophie Avery

DOSSIER DE PRESSE

RÉSUMÉ

L'eau est aujourd'hui un enjeu majeur et pourrait venir à manquer avec le dérèglement climatique. Autour du marais poitevin, la plus grande zone humide de la façade atlantique, des hommes et des femmes se mobilisent pour défendre un partage équitable de ce bien commun. Hydrologue, paysans, élu ou simples citoyen·nes vont sur le terrain, observent, mesurent et analysent. Objectif : montrer les conséquences sur la biodiversité et l'état des rivières des réserves de substitution, appelées aussi méga-bassines. En marge de l'organisation des grands rassemblements militants, ces petites mains obstinées démontrent preuves à l'appui que les réserves ne sont pas la solution, sans oublier d'appeler à un soutien indispensable des pouvoirs publics pour bifurquer du modèle conventionnel productiviste de manière désirable et durable.

[Télécharger les visuels](#)[Voir un extrait du film](#)

INTENTIONS

J'ai entendu le terme « méga-bassine » pour la première fois au printemps 2021, de passage chez un couple d'ami·es habitant Fors, une petite commune des Deux-Sèvres, aux portes du Marais Poitevin. Le sujet faisait débat parmi la clientèle de La Forge, l'unique café du village. Dix ans auparavant, pour faire face aux restrictions d'eau en cas de sécheresse estivale, des exploitations agricoles irrigantes ont créé la Coop de l'eau pour programmer la construction de dix-neuf réserves de substitution.

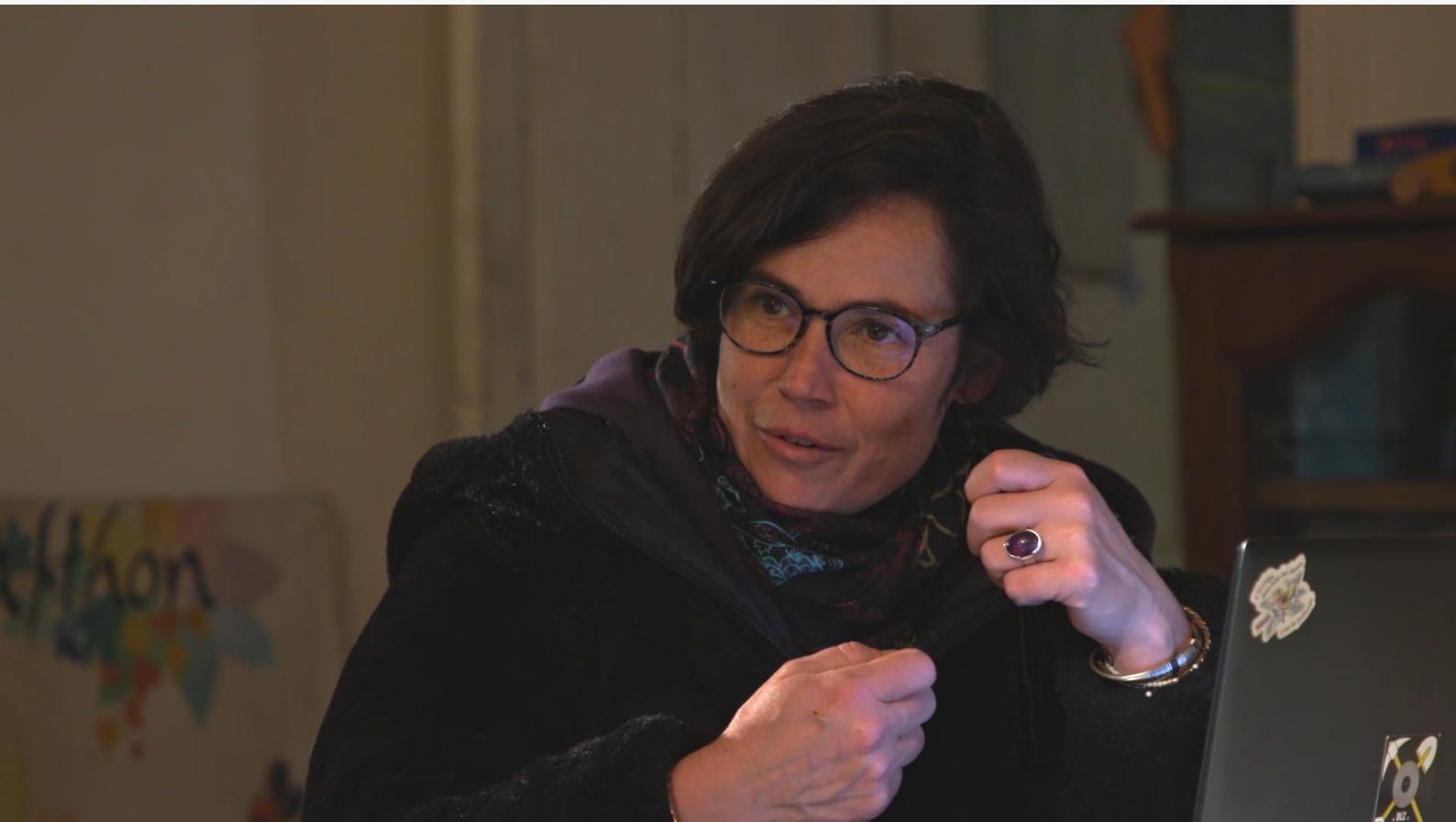
En France, depuis plusieurs générations, il suffit d'ouvrir un robinet pour avoir de l'eau potable ; il est donc assez difficile d'imaginer qu'on puisse manquer d'eau un jour. Les membres du collectif Bassine non merci, sont très conscient·es des menaces qui pèsent sur la ressource en eau et depuis 2017, n'ont de cesse d'alerter, informer, expliquer le cycle de l'eau pour convaincre que ces réserves de substitutions ne peuvent pas être la solution pour faire face aux sécheresses. Ces ouvrages symbolisent pour eux une fuite en avant alors qu'il faudrait de manière urgente s'engager vers d'autres modes de production agricole.

Les « pro » bassines estiment que c'est LA solution pour faire face au réchauffement climatique avec un argument imparable : irriguer en été avec le stock d'eau pompé l'hiver, c'est autant d'eau qui ne sera plus prélevée lorsqu'elle vient à manquer. Les « anti », qui ont rebaptisé ces réserves « méga- bassines », estiment que l'eau hivernale n'est pas un surplus mais un élément indispensable au maintien de la biodiversité. Ils dénoncent aussi le coût de chaque ouvrage (plusieurs millions d'euros), et déplorent le financement public (à 70%) pour des projets privés autorisant in fine l'accaparement d'un bien commun par un petit nombre (seulement 6% des exploitations agricoles y auront en effet accès).

Ce qui se joue dans les Deux-Sèvres va bien plus loin qu'une lutte locale contre un projet où s'opposeraient utopistes radicaux et tenants d'un modèle agricole classique. La question sous-jacente est pourquoi l'État et l'Europe via la Politique Agricole Commune continuent de soutenir un modèle obsolète, puisqu'élaboré à un moment où la ressource en eau semblait inépuisable, ce que personne aujourd'hui ne peut plus prétendre ? Pourquoi l'État et les collectivités locales ne consacrent pas les millions d'euros qu'ils versent pour la construction des réserves de substitution à un

vaste plan pour soutenir les agriculteurs et agricultrices dans une transformation du modèle agricole vers un système moins dépendant de la ressource en eau et plus respectueux de l'environnement ? Le film montre qu'une grande partie de celles et ceux qui demandent à être raccordé·es à ces réserves de substitution le font faute d'autres propositions. Depuis plus de 30 ans, on les a encouragé·es à investir dans de coûteux systèmes d'irrigation, tout en leur offrant des subventions supplémentaires pour produire du maïs irrigué. Certain·es n'ont tout simplement plus d'autre choix que de continuer la fuite en avant, ayant dépensé des milliers d'euros pour produire du maïs, cet « or jaune » qui leur garantit un rendement suffisant pour rembourser les dettes dues à leurs investissements. Les membres du laboratoire citoyen vont aussi à la rencontre des responsables d'exploitations irrigantes pour leur expliquer pourquoi les réserves de substitution ne sont pas une solution, et que le changement de système ne pourra pas se faire sans accompagner, celles et ceux qu'on a poussé·es à une croissance sans fin.

Cette question du partage de l'eau me semble suffisamment importante pour qu'on prenne le temps de l'aborder du point de vue de l'intérêt général, pas les un·es contre les autres, mais les un·es avec les autres. Depuis que j'ai commencé à m'intéresser à celles et ceux qui luttent pour un partage équitable de la ressource en eau, force est de constater que leurs alertes se confirment chaque jour sur le terrain. Au sortir d'un nouvel été marqué par plusieurs épisodes caniculaires et le constat du déficit de l'ensemble des nappes phréatiques françaises, il y a nécessité et urgence à raconter.



ENTRETIEN AVEC LA RÉALISATRICE

Le militantisme autour de la gestion des biens communs et le partage du territoire semble être le fil rouge de ta filmographie. Comment est né ton intérêt pour ces causes ?

Le fil rouge c'est surtout l'envie de raconter des morceaux de vies qui me touchent. Un film prend souvent plusieurs années avant de voir le jour, donc je veux être sûre de ne pas me lasser. Dans ma vie personnelle, depuis que je suis adulte, ce sont les projets collectifs qui me portent, qui me tiennent debout. Faire des films, c'est raconter des histoires. J'ai la chance de pouvoir choisir quel type d'histoire je veux raconter. On me demande même d'avoir un point de vue. Donc je filme des gens qui m'inspirent, dont les combats me semblent justes et que j'ai envie de transmettre. Politiquement, je pense qu'il est nécessaire de donner la parole à celles et ceux qu'on entend peu médiatiquement. Et l'urgence dans laquelle nous place le dérèglement climatique nous impose de regarder ce que l'activité humaine produit.

Dans la séquence d'introduction du film, tu expliques avoir longtemps associé la campagne au « paysage rassurant du bocage ».

Ce film, en plus de sensibiliser le grand public à des questions essentielles, est-il une sorte d'hommage au paysage naturel et à sa diversité ?

C'est en tout cas l'envie de mettre en avant les endroits où on a gardé des haies, où on laisse l'eau reprendre sa place hivernale, où on ne démeandre pas les rivières. Des espaces riches en arbres, en haies, en ruisseaux, en prés. Une campagne d'avant le remembrement qui se justifiait sans doute au sortir de la seconde guerre mondiale où il fallait « nourrir » le pays, mais qu'on aurait dû interrompre au moment où on a « surproduit ». On n'a pas voulu arrêter ni ralentir la machine à ce moment-là, et on continue aujourd'hui à s'arcbouter sur un modèle agro-industriel qui nous mène dans le mur.

Penses-tu que ce documentaire permettra aux agriculteurs et agricultrices conventionnel·les d'envisager de nouvelles façons de travailler concrètes et de trouver des solutions, comme celles mises en place par Yann Pajot par exemple ?

Yann n'est malheureusement pas représentatif de la majorité de ses collègues. Il met en œuvre une agriculture conforme à ses idées, il pense sur le temps long, mais il lui faut une bonne dose de pugnacité pour tenir. On ne parviendra, je crois, à modifier le modèle dominant qu'en réorientant toutes les aides publiques actuelles vers des solutions alternatives agroécologiques. Elles existent. J'ai la naïveté de penser, comme Patrick dans le film, que c'est à nous les citoyen·nes de peser dans le débat pour contraindre les pouvoirs publics à mettre les moyens pour soutenir ce changement de modèle afin qu'il ne bénéficie pas qu'à celles et ceux qui ont les moyens de choisir ce qu'ils et elles consomment.



Dès la première minute du film, tu expliques ce qui a éveillé ton intérêt pour le sujet et ce qui t'a convaincue d'impulser ce projet.

Peux-tu nous parler un peu plus du sentiment d'urgence qui a fait naître ce documentaire, et de la manière dont ta vision a pu évoluer au fur et à mesure du tournage ?

Mon film précédent retraçait les années de luttes dans les années 70 pour sauver les marais salants de la Presqu'île guérandaise et se terminait sur les risques de submersion marine liées au dérèglement climatique. Puis j'ai eu la chance de monter le film *Françoise d'Eaubonne*, une épopée écoféministe de Manon Aubel qui m'a permis de mettre les mains dans les archives des années 70 où les premiers écologistes annonçaient ce qu'on traverse aujourd'hui. Nous y sommes et nous n'agissons toujours pas. Donc il y a eu pour moi une nouvelle urgence à raconter. En apprenant que depuis plusieurs années, des hommes et des femmes se mobilisaient pour s'opposer à des énormes réserves d'eau agricoles dans les Deux-Sèvres alors que cette lutte trouvait très peu d'échos médiatiques en dehors de la presse locale, je me suis dit qu'il y avait un film à envisager pour documenter une lutte, non plus à rebours mais en étant cette fois au plus près de celles et ceux qui défendent ce bien commun qu'est l'eau. Mais ce n'est pas parce que je veux faire un film sur des gens qui luttent que j'envisage un film « militant » dans sa forme. Mon but était de m'adresser au plus grand nombre pour faciliter une prise de conscience de ce que nous traversons et montrer qu'il existe des solutions. Les faits de violence relatés nationalement dans les médias au lendemain du deuxième rassemblement autour de la bassine de Sainte Soline m'ont laissé penser qu'il y avait un autre récit à imaginer.

En marge des grandes journées de mobilisation, des citoyen·nes, paysan·nes, scientifiques, élu·es donnent de leur temps pour récolter de la donnée, monter des dossiers juridiques, faire des recours auprès des tribunaux français ou des instances européennes. Ces petites mains obstinées prennent le temps de convaincre, preuves à l'appui, de l'impact sur la biodiversité des réserves de substitution, et plus largement du modèle agricole productiviste. J'ai donc décidé d'axer mon film sur ces autres moyens d'action mis en œuvre pour faire comprendre que ces réserves d'eau sont une « maladaptation ».

Peux-tu nous raconter les difficultés que tu as pu rencontrer pendant ce tournage ? On imagine qu'un documentaire engagé comme celui-ci peut susciter une certaine réticence chez les gens filmés, mais également que les conditions météorologiques ont dû significativement influencer le déroulé du film ?

Au tout début du tournage, je suis venue sans caméra. Le copain qui m'avait parlé de cette lutte connaissait certaines personnes investies dans le collectif Bassines Non Merci. J'ai pu assister en repérages à certaines réunions, j'ai montré mes films précédents, et surtout j'ai pris du temps pour expliquer mon approche. Du coup je n'ai pas senti du tout de réticence.

Comme pour mon film précédent, celui-ci était très météo-dépendant : dès lors que je filme des gens qui travaillent dehors, qui travaillent la terre, l'équipe est complètement dépendante de la météo et des saisons. L'été 2024, exceptionnellement pluvieux, nous a contraint·es à repousser d'un an la post-production du film.

Penses-tu que des initiatives collectives impulsées par des collectivités locales, soient une solution de préservation des ressources prometteuse, à défaut d'un plan national mis en place par le gouvernement ?

Dans certains endroits, les collectivités locales mettent des moyens pour reméandrer ou replanter des haies, et dans le même temps financent des méga-bassines. Ça n'a pas de sens si on n'inverse pas complètement la machine. Il faut une véritable rupture. Comme le dit David à la fin du film, ça ne veut pas dire faire marche arrière, ça veut dire faire autrement, moins vite, sobrement. On ne résoudra pas la crise climatique par des petits gestes individuels. Seule une remise en question du capitalisme – qui est à la racine des ravages écologiques – nous sortira de la trajectoire mortifère dans laquelle nous sommes.

À PROPOS DE LA RÉALISATRICE



Cheffe-monteuse depuis 1997, elle travaille majoritairement sur des documentaires unitaires, et de temps en temps sur des courts-métrages de fiction. Comblée par son métier de monteuse elle ne passe à la réalisation que ponctuellement, attendant une forme de nécessité ou d'urgence à raconter. Elle se dit d'abord portée par l'envie de partager ses rencontres avec des gens dont les engagements la touchent : des personnes qui se battent pour les plus faibles, qui luttent pour une cause ; des hommes et des femmes qui pensent qu'on peut agir collectivement pour le bien commun.

Paludiers... au féminin, 26', 2023

Sélections Festival Pêcheurs du monde, Etonnantes Voyageurs, Festival de la bolle cinéma et ruralité, Caméras des champs

Dans les années 50, dans les marais salants de Guérande, le terme « paludière » ne désignait encore que les épouses de paludiers, travaillant sans statut, dans l'ombre de leur mari. Aujourd'hui, elles sont 15% à la tête de leur propre exploitation. Dominique, Véronique et Morgane témoignent de l'évolution de leur place dans une profession encore majoritairement masculine. Trois parcours, trois générations, une même passion pour leur métier et pour ces 2000 hectares de paysage classés zone protégée.

Guérande, un peu de la beauté du monde, 52' et 59'13, 2021

Sélections FIPADOC, Pêcheurs du monde (Lorient), Territoires en images, Caméras des champs, Conviviales de Nannay, Terres et Films

Au début des années 70, de vieux paludiers et quelques jeunes soixante-huitards utopistes s'unissent pour s'opposer à un projet de rocade qui aurait signé la disparition des marais salants. Après dix ans de lutte et la victoire au bout, ils se lancent dans une autre bataille : créer une coopérative pour pouvoir vivre de la récolte du sel.

Cinquante ans après, les pionniers ont transmis le flambeau à une jeune génération elle aussi en quête de sens ; ils nous racontent les décennies de lutte et d'engagement pour sauver ce site aujourd'hui classé.

[Filmographie complète de Sophie Avery](#)

FICHE TECHNIQUE

Durée 52'

Format de tournage 4K, HD

Formats de diffusion DCP, ProRes 422, H264

Année de copyright 2025

ÉQUIPE TECHNIQUE

Musique originale Mathieu Coupat, Camille Després

Image Bertrand Latouche, Aurélie Piel

Images additionnelles Eloi Brignaudy, Samuel Zbynovsky

Son Jérémie Halbert

Son additionnel Martin Gracineau, Bertrand Alexandre

Montage Sophie Averty

Étalonnage Damien Lopez

Montage son et mixage Matthieu Cathelineau

Collaborateur artistique Jean-François Marquet

PRODUCTION

Un film produit par Mille et Une Films - Emmanuelle Jacq

Équipe de production Inès Lumeau, Pauline Suplisson,

Claire Jan Kerguistel, Véronique Mauras, Marie Bonnin

En coproduction avec France Télévisions - Ici Pays de la Loire

DIFFUSEURS

France 3 Nouvelle Aquitaine

France 3 Pays de la Loire

SOUTIENS

Région Pays de la Loire

Centre National du Cinéma et de l'Image Animée

Procirep-Angoa

LIEUX DE TOURNAGE

Vendée, Deux-Sèvres

CONTACT

Mille et Une Films
27 avenue Louis Barthou
35 000 Rennes

contact@mille-et-une-films.fr
02 23 44 03 59

